Le 08-05-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Le 8 mai 2016.

Par le Parti de la démondialisation (Pardem).

La colère de centaines de milliers de salariés, agents publics, lycéens, étudiants, retraités, chômeurs, a grondé en ce printemps 2016. Une mobilisation sociale nationale a émergé. Comme si la loi El Khomri contre le Code du travail avait fait déborder le vase. Trop c'est trop et depuis trop longtemps ! Comme un frémissement indiquant qu'était passé le temps du silence renfrogné du peuple, de l'état comateux dans lequel il a été plongé, anesthésié par les coups successifs qu'il a encaissés. On se prend à espérer que cette colère pourrait être les prémisses d'une explosion sociale d'une telle ampleur qu'elle conduirait à un changement politique majeur. En rêver est une chose, agir pour y parvenir en est une autre.

Pour gagner, et pas seulement contre la loi El Khomri, il faut infliger une défaite au système même qui mène une guerre sans merci au peuple, aux travailleurs, à l'emploi, à la République, au progrès social, à la liberté et à l'égalité. Ce système, tout le monde le connaît, des millions de Français en sont victimes. Il porte un nom : la mondialisation néolibérale. Elle engendre toutes les injustices et les ravages qui frappent les salariés, les retraités, la jeunesse, les paysans, les nations, la démocratie, l'environnement. Cibler et frapper la mondialisation en tant que mécanisme du néolibéralisme permet à la fois d'ouvrir la porte à l'union des luttes sectorielles, au développement du mouvement social et de s'affirmer sur le terrain politique et électoral avec un programme de démondialisation, de justice sociale et de coopération internationale.

Le PARDEM a construit un programme en 10 grands points. Prenez-le, complétez-le et entrons ensemble dans le temps de l'action politique. Dans la rue, nous continuerons à y être. Dans le combat électoral, nous y serons aussi.

Les luttes sociales orphelines de perspectives politiques

Si nul ne peut ignorer les mouvements sporadiques, éparpillés, qui se sont exprimés durant ces dernières années, force est de constater que les luttes égrenées n'ont engendré que de rares et provisoires victoires. Le cœur du système oppressif n'est pas atteint, faute d'être ciblé. Luttes pour

les services et hôpitaux publics. Occupations d'usines de salariés jetés comme des malpropres par un patronat triomphant pour qui la délocalisation est l'arme quotidienne et un mode de gestion. Grèves épisodiques contre le gel des traitements, la réduction des effectifs de la fonction publique qui recourt aux contrats précaires. Mobilisation contre la réforme des retraites, hélas avortée par une insuffisance de détermination des directions syndicales. Chômage galopant entretenu à la fois par le patronat, l'Union européenne et les institutions supranationales pour mater les travailleurs, individualiser les situations, renvoyer chacun à son sort et à sa misère. Surexploitation et règne de la peur infligés à ceux *« qui ont quand même de la chance d'avoir un emploi »*.

On peut citer aussi :

- L'indignation des maires ruraux à propos de la Réforme de l'organisation de la République qui remet les clés de la plus grande partie des compétences territoriales aux 13 grandes régions promues par l'Union européenne qui financera les projets qu'elle souhaite tandis que les Conseils départementaux sont noyés par l'accroissement des besoins sociaux et vacillent sous la réduction des financements. Communes condamnées à être rayées de la carte, certaines le sont déjà et d'autres le seront au fil des mois et années à venir. Ça fusionne, ça se concentre, ça change de nom. Bref, leur disparition programmée par le gouvernement est en cours d'exécution.

- Les manifestations des agriculteurs étranglés par les prix fixés par le marché et la politique européenne agricole.

- Les cris d'alerte des artisans réduits à l'esclavage de la sous-traitance des grands groupes, des taxis confrontés à la uberisation.

- Les grands rassemblements contre les projets nuisibles : aéroport de Notre-Dame-des-Landes, tunnel du Lyon-Turin ou encore barrage de Sivens ; les mobilisations contre le gaz de schiste.

- Et, jusqu'à ce printemps, le silence angoissé des jeunes générations vouées à l'assistance parentale et à la précarité sans fin.

Pourtant le rouleau compresseur néolibéral ne ralentit pas. Rien ne l'arrête. Le cœur du système reste intact. Car toutes les offensives antisociales sont produites par le système de la mondialisation néolibérale, l'Union européenne en étant la pointe avancée avec sa monnaie unique, ses traités, ses directives…

Il est donc légitime de se demander pourquoi ceux qui prétendent combattre le néolibéralisme ne ciblent pas la cause du mal, n'incriminent pas le cœur du réacteur néolibéral. Comme si un interdit les avait frappés, captant l'énergie, plombant l'imagination et annihilant la capacité d'agir efficacement.

L'action politique monopolisée par les classes dirigeantes

Deux phénomènes clés ont marqué ces dernières années : la monopolisation de l'action par les classes dirigeantes et la mise sous tutelle idéologique pro union européenne des organisations syndicales, politiques et associatives. D'un côté, main dans la main, patronat, gouvernements, finance et institutions supranationales, ont martelé leur catéchisme néolibéral dans les grands

médias et donné le tempo libérant tout l'espace pour agir à leur guise, notamment grâce à la captation des Etats, la finance, l'Union européenne et l'OTAN. En face, le peuple désarmé, privé de sa souveraineté démocratique, monétaire, politique, sans force organisée pour préserver ses droits sociaux et pour en conquérir de nouveaux. Aucun parti politique ne cherchant plus à résoudre les questions essentielles : l'emploi, la protection sociale, les salaires, la monnaie, les services publics.

Du sursaut du NON au TCE au coup d'Etat parlementaire

Pourtant, quand, en 2005, le tonnerre du NON au TCE a explosé, les classes dirigeantes – qui n'avaient cessé de clamer qu'il n'existait pas de plan B – ont tremblé durant quelque temps. Ce peuple qui s'exprimait dans les urnes faisait preuve d'une capacité de résistance insoupçonnée à l'idéologie euro libérale. Mais le Non n'a pas fait long feu. Puisque le peuple ne votait pas comme il lui était prescrit de le faire, alors, il a été privé de son droit démocratique fondamental. En 2008, le Traité de Lisbonne, clone du TCE, est adopté par les parlementaires français de droite et de gauche confondus.

Les quelques élus réfractaires qui se déclarèrent fidèles à la décision des citoyens (55% de non), ont certes voté contre, mais une fois le Traité de Lisbonne adopté, ils ont rendus gorge. Disons le en d'autres mots : ils se sont couchés. Et, depuis, tous unis pour défendre le caractère indépassable de l'Union européenne, de l'euro, ils restent les bras ballants face à l'armada de directives qui déferlent chaque jour sur nous tous. Le constat est amer d'autant que l'adoption du TSCG par le gouvernement de Hollande – où là encore le peuple a été privé de son droit souverain – a encore accentué la mise sous tutelle du pays et de son peuple.

A l'unisson, tous rangés à la « raison européenne »

Les élus non rangés « à la raison européenne » et leurs partis ont disparu du paysage. Leurs slogans creux et leurs incantations en faveur d'une « autre Europe » ont sonné le glas de toute action politique crédible et engendré le désenchantement du peuple. Qui peut donc s'étonner de la désaffection des Français pour des partis politiques et des élus devenus les marionnettes des classes dirigeantes ? Car c'est bien la même ritournelle qu'interprètent patronat, gouvernements, parlementaires et partis politiques, de droite comme de gauche, depuis plus de dix ans. Avec des variations différentes, certes, mais la nuance ne fait pas la rupture.

Le peuple, tout particulièrement les catégories populaires, a été condamné à l'errance. Individualisé, divisé, arraché à tout processus collectif, occupé à tenter de parer les coups, *« chacun est rentré dans son automobile »*, comme le chantait Claude Nougaro. Parallèlement, les Français écœurés et récalcitrants au système sont montrés du doigt : mauvais citoyens, votant mal, se syndiquant peu, accusés d'être indifférents à la chose publique, soupçonnés d'être fascistes s'ils glissent un bulletin FN dans les urnes, insultés s'ils s'entêtent à revendiquer la souveraineté nationale. La jeunesse accusée d'être atone, les yeux rivés sur les écrans.

Mais qui peut oser juger un peuple pour lequel l'ensemble des institutions manifeste du mépris ? Peut-on l'accuser de désertion ou de trahison civique alors qu'il est abandonné au diktat du marché ? Peut-on lui faire porter la responsabilité de ne pas être à la hauteur de ses devoirs citoyens ? Bafoués en 2005, mis au banc de la démocratie, méprisés et livrés pieds et poings liés à la violence

de la mondialisation, les Français ont été condamnés à l'errance politique par les partis « de gauche » et de « gauche de gauche » qui prétendaient les représenter.

Le Parti socialiste au pouvoir ayant depuis bien longtemps collaboré avec les classes dirigeantes et adhéré au néolibéralisme, nous n'en attendions rien. Devenu le meilleur agent de la mondialisation, il mérite d'être combattu sans indulgence. Les illusions concernant « l'autre gauche », ralliée à l'européisme, ont plombé l'émergence de toute réelle action politique en faveur des classes dominées. En attestent les échecs – prévisibles – des « formes d'organisation alternative » qui ont occupé le terrain du blabla et n'ont permis aucun rapport de force favorable aux catégories populaires.

Reprendre l'initiative de l'action politique

Temps 1 : tirer un trait sur les échecs

- Echec de l'altermondialisme, ténor dénonciateur des méfaits de la mondialisation mais aphone quand il s'agit de formuler autre chose que des critiques et des analyses d'experts et rétif à l'engagement politique ;

- Echec de l'éducation populaire, comme moyen et objectif de l'intervention publique. Comprendre et savoir sans débouché politique concret et opérationnel est vain ;

- Echec des collectifs anti libéraux de 2007 et de la dramatique candidature de José Bové, le paysan « Astérix » devenu ensuite parlementaire européen, serviteur appliqué de l'Union européenne ;

- Echec du Front de gauche, en 2009, PCF et Parti de gauche à sa tête, promoteur du leurre de « l'Europe réformée » et de « l'euro est à nous », coupé des classes populaires et toujours prêt à collaborer avec le PS et avec les Verts pour sauver des places ;

- Echec des listes citoyennes aux diverses élections qui ne représentent qu'elles mêmes et n'apportent que de la confusion et parfois du communautarisme…

- Echec des modèles Syrisa en Grèce et Podemos en Espagne, faux espoirs entretenus par la gauche de gauche ;

- Echec prévisible des « plan B » pour sauver l'Europe, dernier gadget des illusionnistes visant à canaliser la désaffection profonde des classes dominées envers l'Union européenne.

La liste pourrait s'allonger mais sans rien changer au résultat : les classes dirigeantes se frottent les mains, le peuple morfle. Plus les partis sont démissionnaires et inefficaces, plus l'Etat est inféodé, plus la démocratie est affaiblie, plus la vague mondialisatrice gagne du terrain, des gains de productivité, des bénéfices colossaux, des concentrations de pouvoir. Inéluctablement, le FN améliore ses scores. Les autres versent des larmes de crocodile. La voie est libre pour l'alternance entre les partis de la mondialisation néolibérale.

Temps 2 : déclarer la mondialisation ennemie publique n°1

L’urgence est absolue car la gangrène de la mondialisation a envahi la nation, l’Etat, la République, tous les secteurs de notre vie. Chacun doit prendre ses responsabilités pour apporter des réponses concrètes aux besoins essentiels des ouvriers, des employés, des paysans, des jeunes et des retraités, des artisans. Et tout d’abord l’emploi.

Certes le combat est rude, comme il le fut à de multiples reprises dans l’histoire. Oui il faut reconstruire, presque tout. Oui les obstacles sont de taille. Oui l’adversaire est féroce. Pour autant devrions-nous baisser la tête, nous ranger du côté des puissants et des exploiteurs ?

Temps 3 : prendre parti pour démondialiser

En créant le Parti de la démondialisation - pas un parti « en plus » comme se plairont certains à l’écrire du haut de leurs échecs -, nous proposons à ceux qui sont orphelins de perspectives politiques, à tous ceux qui en ont assez, qui vivent au quotidien la douleur de la privation d’emploi, l’isolement social, la peur du lendemain, comme à ceux qui manifestent leur colère, de s’armer d’un vrai programme de démondialisation pour la justice sociale.

L’objectif n’est pas de témoigner, de débattre entre soi. De palabrer dans des colloques d’experts. L’objectif est de gagner. De renverser l’ordre injuste de la mondialisation en ne cédant rien au FN, à son idéologie xénophobe et réactionnaire. De construire une mobilisation populaire en faveur de la démondialisation.

Temps 4 : s’emparer d’un programme de démondialisation libératrice

Le programme de démondialisation du Pardem est un outil au service du peuple, des colères qu'il porte, des luttes qu’il mène. De longs mois de travail ont été nécessaires pour l’écrire. Il comporte une méthode pour parvenir à sa mise en œuvre. Emparez-vous de ce programme. Rejoignez-nous. Agissons ensemble. Ce n’est pas la liberté de penser que vous risquez de perdre. C’est la liberté d’agir, la possibilité de balayer 40 ans de néolibéralisme, de transformer dans les faits, par des actes, nos conditions de vie, de redonner sens à la marche du monde que nous avons à gagner.

Redonnons ses couleurs à la politique, au progrès social. Aux élections de 2017, agissons ensemble pour que l’action politique ne soit pas réduite à des slogans et à des discours enchanteurs : bâtissons un rapport de force favorable à une démondialisation libératrice par le retour du peuple souverain.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire